FR 12787
Case
FRC
18312

DE LA DIPLOMATIE.

DES DROITS DES PEUPLES;

DES PRINCIPES

Qui doivent diriger un Peuple républicain dans ses relations étrangères;

PAR ESCHASSERIAUX AÎNÉ.

TANDIS qu'une grande nation renverse le despotisme par ses armes, et fonde par ses lois la liberté du monde, je viens examiner si, parmi les diverses institutions que la révolution a frappées, elle en doit laisser encore subsister une qui forme un contraste frappant avec la nature du gouvernement républicain. Je viens examiner ce système des monarchies absolues que les tyrans ont appelé politique; ce système qui a tourmenté depuis trois cents ans, ou bouleversé l'Europe, a vendu à la tyrannie la liberté et le sang des peuples de cette vaste

THE NEWBERRY
LIBRARY

contrée, et est allé porter des chaînes et des crimes presque dans toutes les autres parties du monde.

Du sein des connoissances humaines et des monumens de l'histoire s'élève une science obscure, mais vaste et profonde ; elle n'appartient point aux temps généreux et purs de l'antiquité : elle eût été repoussée des conseils et des annales des républiques ; elle appartient toute entière aux siècles du despotisme, sur-tout à ces monarchies du moyen âge, qui auroient voulu, chacune à part, asservir tout le genre humain : elle ne fut point l'ouvrage des philosophes ; les vrais philosophes n'écrivent que pour le bonheur du monde : elle n'est point sortie du cœur des peuples, mais c'est de leur sang que la traça la main des rois ; elle fut le code de la tyrannie : cette science est la diplomatie. Lorsque le peuple français a détruit chez lui tous les préjugés qui constituoient la servitude, lorsqu'il a consacré dans ses lois les maximes éternelles de la raison et de la nature, c'est un devoir pour lui de commencer la régénération de l'opinion sur la politique, et d'exprimer son vœu sur un objet qui intéresse toutes les nations.

Je viens donc examiner ce que l'on a appelé jusqu'ici diplomatie, quels sont ses droits à la raison et à la justice universelle. Je vais entrer dans les cabinets des despotes pour en révéler les secrets, et montrer au grand jour le crime ambitieux se cachant pour délibérer dans l'ombre sur la destinée des nations. Il est temps que le génie de la liberté attaque corps à corps les institutions qui font le malheur des peuples, et ne les abandonne que lorsqu'il les aura détruites. Les peuples sauvages n'ont point de diplomatie : conserver et défendre par la force et l'intrépidité des armes, voilà la nature de leurs communications. Chez les anciens républicains, les traités étoient les ordres et les lois que les vainqueurs imposoient aux vaincus ; quelques traités d'alliances sont les seuls fragmens qui nous restent de la diplomatie des anciennes républiques. Le temps a détruit ou entraîné dans l'oubli la politique des monarchies antiques ; leur histoire ne nous a transmis que des

révolutions et des conquêtes. Chaque despote opprimoit ou bouleversoit dans ses états, ou conquéroit au loin lorsqu'il en avoit la puissance. Il faut remonter vers des siècles plus modernes, pour trouver l'origine de la politique. Ce n'est que parmi les princes de l'Europe et leurs ministres qu'est né cet art perfide et trompeur, qu'ils sont convenus depuis d'appeler diplomatie.

Deux époques sur-tout ont signalé le règne de la politique : la première fut celle où l'ambition des papes résolut d'asservir la terre, en faisant descendre du ciel le droit de commander aux hommes ; la fourberie et le fanatisme furent les bases et les instrumens des nouveaux et absurdes tyrans de Rome ; l'abrutissement et l'esclavage en ont depuis été l'ouvrage : c'est à l'histoire à redire tant de crimes et tant d'infortunes.

Charles-Quint et François premier vinrent, à une autre époque, offrir au monde le scandale de leurs rivalités, de leurs forfaits et de leurs foiblesses. L'ambition, qui porta pour la première fois les armes des Français en Italie, avoit déja ramené en France cet esprit de fourberie, de ruse et d'intrigue qui agitoit alors les petits princes qui se disputoient entre eux l'ancien territoire des Romains. Machiavel, né avec une ame républicaine, mais écrivant au milieu des conspirations, avoit déja tracé la théorie de cette politique criminelle, dont l'exemple avoit corrompu son génie. Les deux despotes qui enchaînèrent long-temps à leur destinée les destinées de l'Europe, dont l'un renversa par elle la liberté de son pays et eut à maintenir les vastes domaines qu'il avoit usurpés, imprimèrent à la politique cette sorte de grandeur qu'inspire souvent à l'imagination étonnée l'audace des grands forfaits.

L'ambition de ces deux princes, qui tourmenta la terre, qui convoqua à leurs querelles les autres despotes, qui unit pour la première fois les intérêts du Nord et du Nidi à ceux des maisons d'Autriche et de France, répandit et développa par-tout le génie funeste de la politique, qui s'empara bientôt des rois et de leurs ministres.

Les Médicis, les Guises, les Mazarins, nourris dès leur enfance des crimes de la politique italienne, appelés sur le trône et auprès du trône, dont les mains perfides tinrent malheureusement si long temps les destinées de la France, bouleversèrent l'Europe par le pouvoir de cet affreux génie.

Avant le fourbe Mazarin, le sanguinaire Richelieu, devenu, par la politique, despote d'un roi timide et foible, tenta, par cet art aussi, de porter la célébrité et la terreur de son nom jusques dans les cours étrangères.

La guerre de la succession, en montrant un des premiers trônes du monde aux espérances des tyrans, en développant les ressorts de toutes les intrigues, en faisant agir à la fois toutes les cours en sens divers, en fatiguant d'impatience tous les desirs de l'ambition, acheva de fonder toute la puissance de la politique, et créa la diplomatie.

Alors la diplomatie gouverna le monde; cette science funeste, fille de la tyrannie, usurpa la place des droits de la nature, qui sont les droits des hommes vivant ensemble ou existant en sociétés séparées. Ce fut la diplomatie qui commença, conduisit les guerres, chercha les alliances, médita des vengeances, projeta des agrandissemens, des envahissemens, créa des rivalités, médita l'abaissement et la ruine d'un rival, forma les confédérations et les ligues, tantôt aspira à la monarchie universelle, et tantôt inventa, pour la détruire, ce système d'équilibre et de balance politique, objet éternel des méditations et des vains efforts de tous les politiques dont le talent se confond avec le malheur des peuples.

La force et l'ignorance mirent, dans les siècles barbares de la féodalité, les hommes dans les fers; l'adroite politique des cours vint consacrer leur servitude : c'est à la philosophie qui doit approfondir les causes des infortunes, à montrer celles qui ont ramené les peuples d'un esclavage à un autre esclavage, à venger leurs droits envahis, à réparer l'injure des révolutions et des temps; c'est à elle à dénoncer tous les maux qu'a produits la politique.

Jetons les yeux sur le vaste théâtre de l'Europe ; examinons ce qui s'est passé depuis trois siècles : qu'y voyons-nous ? Des peuples courbés, presque par-tout, chez eux sous le joug de lois tyranniques, des sociétés d'hommes composées d'esclaves et de despotes qui les oppriment ; au-dehors, le même système de servitude réduit en code sous le nom de diplomatie. Qu'y voyons-nous ? La guerre dévastant, ensanglantant tour-à-tour les différentes contrées, des traités faits et aussi-tôt rompus ; la fourberie, la ruse, l'intrigue, l'usurpation organisées dans tous les cabinets, la perfidie portée, par des ministres, de cours en cours, de transactions en transactions ; la haine soufflée dans le cœur des peuples par l'ambition des rois ; des peuples appelés à s'aimer par le sentiment de la nature, s'entretuant et versant leur sang pour des caprices ; des territoires violés, audacieusement envahis, partagés par les usurpateurs ; des peuples arrachés de leurs foyers, jetés à trois mille lieues de leur patrie, pour aller combattre encore sur des plages étrangères, pour l'insatiable pouvoir de leurs chefs ; l'or et le sang de ces mêmes peuples sacrifiés à la vengeance de quelques hommes, aux seuls intérêts de leur domination ; l'art d'asservir et de tromper réduit en science par quelques fourbes, et le crime ambitieux enchaînant par-tout la liberté : tel est le tableau des événemens que l'histoire transmet à la pensée du philosophe.

Quelle est la cause de tant d'infortunes ? C'est que les nations n'ont eu pour garantie de leur liberté et de leur tranquillité que la volonté mobile de quelques hommes : c'est que leur sureté, leur indépendance n'ont reposé jusqu'ici que dans les mains intéressées à les tenir dans les chaînes ; c'est qu'une politique fondée sur l'artifice et la force, a usurpé l'exercice de leurs droits ; que le droit de la nature et des nations est resté impuissant ou ignoré dans les livres et dans le cœur de quelques hommes libres, et que la tyrannie a toujours été en activité pour asservir ; c'est que de lâches écrivains ont vendu leurs talens aux despotes, et ont consacré les maximes de la servitude ; c'est que,

lorsque les préjugés et les ans ont enchaîné les hommes, il leur faut des prodiges de courage pour briser leurs fers.

Dix siècles d'esclavage viennent d'achever leur fatale révolution ; quel est celui qui, pendant cet âge de fer, a osé réclamer les droits du genre-humain ? quel monument a osé parler de sa liberté ? où sont les annales et les actes publics où elle soit solennellement consignée ? où sont les traités où les peuples aient stipulé pour leurs intérêts, où ces intérêts précieux soient consacrés ? où sont les traités scellés par la fraternité, l'union et le bonheur des peuples ? Ils n'ont été, pour la plupart, que le langage de l'ambition du plus fort, de l'asservissement du plus foible, et le germe de toutes les guerres qui ont ensanglanté le continent ; ils ont été le refuge de toutes les haines, de toutes les passions qui agitèrent le cœur des rois. Quel est le traité qui ait été sacré pour celui qui a pu impunément le rompre ? La guerre a tonné sur la tête des peuples d'un pôle à l'autre ; le sang qu'elle a versé a ensanglanté toutes les contrées ; il n'est point de peuple qui n'ait été en guerre avec ses voisins ; la multitude des traités de paix ne fait qu'attester la multitude des guerres qui ont embrasé le monde ; des siècles d'agitations et de troubles ont toujours succédé à quelques heureux jours de paix. Qui a donc produit tant de révolutions et de malheurs, si ce n'est cette politique aveugle, injuste, qui, remettant toujours à quelques hommes le droit de prononcer sur la destinée des peuples, a livré le monde à leurs caprices.

Parcourez l'histoire, ce tableau fidèle où se retracent tous les crimes de la politique ; où l'on voit au grand jour le jeu compliqué de ses ressorts ; parcourez ces volumes d'instructions adressées aux ambassadeurs envoyés dans les cours ; ces instructions où l'art de tromper est caché sous les formes séduisantes, mais perfides de l'urbanité des cours ; pénétrez l'ame de ces ministres qui remuèrent le monde pour servir l'ambition d'un maître ; transportez-vous dans les cabinets où furent signés la plupart des traités : qu'y verrez-vous ?

L'ambition d'un homme. L'avide Charles-Quint, presque seul possesseur du nouveau monde, anéantit la liberté de son pays, et bouleverse l'Europe pour faire, de l'indépendance de cinq à six états, l'héritage de sa famille; un ministre à son tour bouleverse tout, pour arracher à ses descendans cet héritage; toutes les cours sont agitées; les territoires de tous les peuples sont parcourus par les plénipotentiaires; les négociations se croisent, se pressent; vingt armées sont précipitées sur les champs de bataille; à peine il en échappe la moitié au carnage des combats; et c'est une passion, une vengeance, un favori, l'intérêt d'une seule maison, qui a ébranlé, ensanglanté l'Europe.

C'est encore la gloire ambitieuse de quelque famille, qui, se reproduisant sous toutes les formes diplomatiques, a enfanté ces alliances politiques qui n'ont été jusqu'à nos jours que l'alliance du despotisme avec le despotisme, un pacte de l'orgueil avec l'ambition, et ont placé les affections particulières de quelques individus, au lieu des grands intérêts des nations. Les alliances des rois n'ont point empêché une seule guerre; elles en ont fait naître mille; les alliances des états despotiques sont des conjurations contre la liberté des peuples.

Combien de sang n'ont pas coûté aux peuples ces systêmes d'agrandissement enfantés par l'avide puissance des cours, ces éternelles rivalités des maisons régnantes! Combien de fois les peuples ne se sont ils pas battus pour mettre un imbécille sur le trône! L'Europe a été déchirée pendant trois cents ans pour la famille des Bourbons et pour les tyrans d'Autriche; vingt traités ont été faits pour réunir les descendans des Capets et des princes d'Allemagne; vingt fois la haine héréditaire et l'ambition parjure de ces couronnes ont rompu les traités les plus solennels. C'est toujours l'or des peuples, c'est leur sang versé dans les batailles, c'est leur liberté opprimée, leurs droits sacrifiés, qui ont cimenté ces funestes alliances. L'Europe a été couverte de trônes puissans, d'esclaves et d'infortunées victimes.

Les projets de monarchie universelle soulevèrent et

armèrent tous les états contre Charles-Quint et Louis XIV; l'ambitieuse politique de ces deux princes a dévoré, à deux époques différentes, des millions d'hommes et des trésors immenses.

Elle enfanta dans l'ame de leurs rivaux ce système d'équilibre et de balance politique qui a partagé l'Europe en plusieurs partis, mis les peuples dans une attitude menaçante les uns envers les autres, créé les méfiances et les haines nationales, et placé une des plus belles parties du monde dans un état de guerre continuelle et de schisme politique.

Que les courtisans et les ministres ambitieux, que les écrivains lâches, les vils flatteurs des cours appellent la balance politique le chef-d'œuvre de la diplomatie : l'ami de l'humanité y voit, avec des larmes, la cause de la plupart des malheurs des peuples modernes.

C'est cet affreux système de la politique qui, sans éteindre les grandes ambitions, a rendu les armées nombreuses constamment nécessaires pour les balancer, et créé l'effrayant pouvoir des tyrans.

C'est la nécessité des armées permanentes qui a forcé les impôts, a amené les vexations. Les impôts, en pompant la fortune des peuples, ont accéléré, accru l'avidité et la corruption des gouvernemens; ils ont fait naître l'oppression, le despotisme et l'esclavage au-dedans; la haine et la jalousie des peuples au-dehors, les prohibitions et les chaînes que la politique imposa au commerce que la nature avoit créé libre pour toutes les nations.

Cette révolution qui a rendu, d'une manière rapide, les gouvernemens militaires, est devenue un obstacle presque invincible au retour de la liberté des peuples de l'Europe; et voilà l'ouvrage de cette politique qui a conduit jusqu'ici les destinées de vingt peuples (1).

Livrer les nations aux déchiremens, leur liberté à l'oppression, leur territoire aux invasions des usurpateurs, n'est pas le plus grand des maux qu'elle ait produits.

Que dirons-nous de ces ligues, fruit des rivalités

de l'insatiable domination, de la vengeance des cours; de ces ligues qui ont menacé tant de fois une partie de l'Europe de la dévastation et des chaînes de l'autre; de ces ligues qui, semblables à ces fléaux qui traînent après eux la ruine et la mort, finissent elles-mêmes par n'offrir qu'un monstrueux assemblage bientôt dissous par des haines et des divisions long-temps funestes au repos et à la liberté des peuples? Sans doute elles sont nécessaires; le sentiment de la nature les légitime et les sanctifie, mais c'est contre la tyrannie qui opprime, contre la force injuste qui envahit, contre le brigandage des despotes ou des conquérans: elles sont des crimes et des conjurations comme les alliances des rois, quand elles se forment contre la liberté des peuples.

Quel monument d'horreur pour la postérité ne sera pas cette convention de Pilnitz, ce traité de l'audace et de la scélératesse des tyrans! Oui, cette transaction du crime contre la liberté sera un jour pour la postérité un acte solemnel d'accusation contre tous les despotes de la terre; les hommes libres, en foulant aux pieds la cendre des lâches ligeurs de Pilnitz, vengeront l'humanité du sang qu'ils auront fait répandre.

Mais non: il est des forfaits contre l'humanité dont la vengeance n'appartient pas toute entière à la postérité; si la nature a placé des recompenses sur la terre à côté des mortels bienfaisans, il est des supplices qui poursuivent les tyrans jusqu'au tombeau: une voix accusatrice s'élève contre eux dans le cœur des amis de la liberté d'un pôle à l'autre; un burin vengeur a déjà dénoncé aux âges à venir les horreurs dont les brigands ligués ont souillé l'asyle des peuples; que dis-je? ils ont tracé eux mêmes leurs crimes en lignes de sang, prononcé leur jugement et commencé déja leur infamie.

Il étoit réservé aux siècles du despotisme d'offrir au monde des rois ligués contre les efforts généreux d'une nation qui a voulu être libre (2); mais le génie de la liberté triomphera des complots criminels des rois; il vengera tant d'attentats à ses droits: j'en jure par vous, peuples qui avez eu aussi à lutter contre la tyrannie, par vous, braves contemporains de Guillaume Tell,

qui précipitâtes du haut de vos rochers les oppresseurs de votre pays et les esclaves de l'Autriche, dont la ligue invincible acheva de briser le joug qui déshonora vos ancêtres ; par vous, courageux Bataves, dignes de plus généreux descendans, dont la pauvreté héroïque vainquit les armes et les richesses du tyran le plus puissant de l'univers ; qui, après avoir versé votre sang si long-temps pour la liberté de votre pays, en posâtes les bases sacrées sur les bûchers sanglans du féroce duc d'Albe. . . . Heureux, après avoir fondé une des plus florissantes républiques, de ne pas voir vos descendans devenus les complices des rois !

Par vous, peuple magnanime du Nouveau-Monde, héros Américains, dont sept ans de guerre et de sacrifices pour la liberté ne rebutèrent pas le courage, dont la justice a consacré la plus belle des causes ; et qui, après avoir englouti dans vos plaines les armées de l'Angleterre, ne lui avez laissé que des débris pour aller reporter sur ses rivages le déshonneur et la honte.

Dans le récit des saintes insurrections de la liberté contre la tyrannie, l'histoire ne t'oubliera pas, Kokziusko. Quel présage pour toi, brave Polonais ! Venge ton pays, ne pose les armes que lorsque tu auras purgé la terre des anciens Sarmates de la horde impure des esclaves qui la souillent. Vois tous les yeux des amis de l'humanité attachés sur la cause sacrée que tu défends. La postérité, confiante dans le succès de tes armes, et juste, a déja marqué ta place parmi les libérateurs de leur pays. Songe que les rois coalisés ne sont rien auprès d'un peuple qui veut être libre, mais souviens-toi que c'est pour le peuple que doivent se faire les révolutions, et que celui qui conquiert la liberté pour lui seul, qui ne fait une révolution que pour lui-même, est égal à celui qui trahit la patrie.

Oui : la nature, la justice, qui vengent tôt ou tard les droits de l'humanité, n'ont pas livré le monde aux tyrans. Elles ont établi sur la terre un juste équilibre de forces en faveur des peuples. Depuis les jours où l'on vit sortir des villes de l'Achaïe cette ligue redoutable qui rappela à elle les dernières vertus de la Grèce,

pour défendre sa liberté contre les rois de Macédoine et la conquête de Rome; depuis ces jours de l'héroïsme, le soleil a éclairé, le succès a couronné six insurrections heureuses contre la tyrannie. Les oppresseurs ont disparu, la liberté est restée sur le sol des nations qui ont eu le courage de combattre pour elle. Non, vous ne mourrez point, ames magnanimes de tous les pays, qui avez combattu pour la liberté. Il n'est point pour vous de tombeau. Tandis que le temps précipite successivement les générations dans l'oubli, vous seuls arriverez, au milieu des applaudissemens des siècles, à l'immortalité : les plus doux souvenirs s'attacheront à jamais à votre mémoire; c'est sur cette terre que vous avez arrosée de votre sang, que le cœur de l'homme libre aime à se reposer encore du pénible et hideux spectacle des contrées défigurées par le despotisme et l'esclavage.

Il est donc une vérité démontrée par l'ordre des événemens politiques : toutes les ligues que l'amour de la patrie, que le sentiment de l'oppression formèrent entre les peuples qui tentèrent de se dérober à l'esclavage, ont été heureuses; elles ont cimenté la liberté; elles ont régénéré les peuples pour une longue suite de siècles; elles ont servi à fortifier dans les cœurs la haine de la tyrannie.

Comparez ici, avec ces associations vertueuses, les ligues formées par le crime et l'ambition des princes. Quel est leur but politique ? C'est l'esprit d'agrandissement; c'est l'intérêt toujours de la puissance qui les soutient et les nourrit; c'est la ruine des libertés nationales. Comparez encore ces confédérations souveraines, dont les racines profondes touchent aux siècles barbares, se lient aux préjugés serviles de l'ignorance; ces confédérations dont le génie a vieilli infusé dans les mœurs, et que le temps a changées en un despotisme constitutionnel : qu'ont-elles produit? la servitude de vingt peuples dont l'histoire vante encore l'antique indépendance. Voyez à présent l'Allemagne, ce foyer des intrigues, des jalousies, des prétentions des petits sou-

verains qui la composent ; ce théâtre toujours agité d'une politique inquiète, où une multitude d'ambitions qui se croisent, se craignent, se rivalisent, a été forcée de donner la dictature à l'ambition d'un seul, sous le nom d'empereur. Quelle idée, quelle garantie le peuple a-t-il de sa liberté ? Quelle espérance de la conquérir un jour dans un pays où le despotisme a autant d'appuis que de souverainetés ; où la constitution, l'ouvrage du despotisme qui transigea avec le despotisme, reporte encore l'Allemagne sous l'esclavage féodal du douzième siècle ; où la servitude constitutionnelle du peuple est le premier élément de l'indépendance des princes du corps germanique ? Croyez-vous que les peuples vivant sous la plus rigoureuse tyrannie, ne sont pas plus près de la liberté que sous une pareille constitution ? Sous un despote, une nation, pour conquérir ses droits, n'a qu'un sceptre à briser, un trône et une cour à détruire : ici, c'est le joug de fer de cent princes armés pour garder leurs anciennes usurpations ; ce sont les préjugés d'une servitude organisée par dix siècles, qu'il faut renverser pour arriver à la liberté : ailleurs, c'est la force qui asservit les peuples ; ici, c'est la politique qui les enchaîne.

Telle est, en général, l'influence des ligues des princes sur l'indépendance des peuples. Tel est le caractère de cette politique qui médite et qui agit toujours sur les mêmes principes, depuis trois cents ans, dans les différens cabinets de l'Europe ; qui se transmet de souverains en souverains, de traités en traités, d'alliances en alliances, de combinaisons politiques en combinaisons nouvelles, et qui a fondé, contre la liberté et le repos des peuples, un vaste système d'oppression et de servitude.

Il n'y a donc point de paix heureuse et longue à attendre, de sûreté et de repos pour le sang et la liberté des hommes ? Une partie du monde sera donc toujours agitée par des commotions violentes, et livrée à des déchiremens continuels ? Tant que l'Europe sera régie par de faux principes ; tant que le droit public ne re-

posera pas sur les bases immuables de la raison, de la justice et de la nature ; tant que les peuples ne seront pas appelés à régler eux-mêmes leurs droits, leurs affaires sur ces sentimens éternels ; tant que leurs intérêts seront à la merci des oppresseurs ; tant qu'une ambition avide et inquiète pourra trafiquer des peuples comme d'une propriété, et verser leur sang comme celui d'un troupeau de bétail ; tant que les hommes seront opprimés dans leurs foyers, ou arrachés de là, pour être violemment jetés comme des victimes dévouées entre les passions et les vengeances des despotes, et les caprices de leurs ministres.

Nous venons de tracer le triste tableau de la politique des cours et des révolutions convulsives qu'elle a entraînées à sa suite ; nous avons montré les usurpations antiques du pouvoir : examinons les droits des peuples pour fixer les bases de l'ordre que prescrit la justice pour la tranquillité de la terre, et la nature de la politique qui convient à une nation républicaine.

L'ignorance, la superstition, la force des tyrans ont pu ravir ou faire oublier aux hommes le sentiment même de leurs droits les plus sacrés ; mais l'injustice qui envahit, le despotisme qui opprime, ne sont jamais des titres. En vain la vile adulation et la lâcheté se sont efforcées de consacrer leur adulation : la postérité n'évoque devant elle les actes de la tyrannie que pour les juger ; la raison et la justice pour les confondre.

C'est le hasard, l'incorporation ou la conquête qui a fixé chaque peuple sur son territoire ; ces titres doivent être sacrés, inviolables ; les méconnoître, il n'y auroit plus que confusion, anarchie et destruction. Le droit de conquête, quand il n'est pas légitimé par la défense, est un droit injuste, parce qu'il est celui de la force ; mais après la conquête, le crime reste à l'usurpateur, au conquérant ; on ne peut en demander compte à ses successeurs ; le territoire envahi, sur lequel une nation a vécu pendant des siècles, est devenu son héritage. Rejeter ce principe, ce seroit plonger le monde dans un état de guerre continuel. Le monde est une révo-

lution permanente. Tout a changé tour à tour. Les peuples se sont succédés les uns aux autres. Ici, une nation a été chassée par une autre ; là, elle a été détruite par le glaive ; là, elle a tombé sous le joug d'un vainqueur ; là, elle s'est aggrégée à une domination étrangère ; là encore, de la chûte et des débris d'un grand peuple sont sortis plusieurs nations qui ont partagé ensemble un immense territoire ; le temps entraînant avec lui le consentement des générations, la prescription de plusieurs siècles a consacré ces changemens. Otez ou dérangez cet ordre, vous verrez un grand procès s'établir entre les nations ; chaque peuple viendroit réclamer, les armes à la main, l'héritage de ses ancêtres, et il n'y auroit plus de raison pour que les descendans des peuples du Midi, qui furent chassés, vaincus ou dépouillés, la plupart de leur territoire, par les peuples de la Germanie, à l'époque de l'invasion du cinquième siècle, ne vinssent demander les pays et les droits qui furent enlevés par la conquête à leurs pères : il n'y auroit plus de raison pour que chaque peuple ne vînt réclamer contre les partages opérés par la force des révolutions, par les changemens ou la chûte des dynasties et par les traités, quelque injustes, quelque tyranniques qu'ils aient pu être ; il n'y auroit plus de raison pour que les descendans des tyrans ne voulussent régner encore dans les pays d'où la haine et le courage des peuples opprimés chassa leurs odieux ancêtres. Il faut donc, pour la tranquillité des peuples, admettre, pour un droit incontestable, le silence des générations et la prescription des temps qui ont consacré les changemens opérés par les révolutions ; l'intérêt et le bonheur du genre humain exigent que ce principe soit immuable.

C'est lui qui rend inviolable, pour toutes les nations, le territoire que chaque peuple occupe ; inviolables les lois qui le gouvernent : son territoire, son existence, ses lois sont une propriété à laquelle on ne peut porter atteinte sans le mépris de la foi publique. Tout peuple en état de paix doit en respecter un autre, parce qu'ils vivent indépendans, qu'ils forment un état de civili-

tion et de sociétés séparées, qu'un pacte, une volonté politique différente les ont réunis. Cette maxime, que la justice réclame, sera une éternelle accusation contre les conquérans et les usurpateurs. Le desir de civiliser des peuples conquis, de rétablir ou de leur donner un gouvernement plus heureux, ne peut jamais justifier les invasions d'un territoire étranger; hors la défense naturelle, tout conquérant est un usurpateur qu'aucune loi ne peut absoudre; tout changement ou établissement qu'il opère par la force chez un peuple, est un attentat; il a violé toutes les lois de la nature et des gens.

La conscience des nations, la postérité jugeront avec une justice égale le crime des premiers brigands qui envahirent et détruisirent le nouveau monde, sous prétexte d'y renverser l'idolâtrie, de donner des lois et une religion à ses infortunés habitans, et le crime des brigands coalisés pour établir, sous le nom de bon ordre, la tyrannie en France, et des lâches usurpateurs qui ravagent le territoire de la Pologne pour lui donner la paix.

Le développement de ces principes nous amène à l'établissement des droits politiques de tout peuple républicain, à fixer enfin les véritables bases du droit de la nature et des peuples formés en sociétés séparées.

Les nations, comme les hommes, par leurs besoins réciproques, par des communications que leur position physique a rendu nécessaires, par la nature de leurs passions mêmes, sont appelés à vivre ensemble; les peuples mêmes vivant dans un état barbare, ont des intérêts à agiter et à conduire avec leurs voisins. Dans quelqu'état de civilisation où le hasard et les révolutions aient placé les nations, elles ne peuvent s'isoler les unes des autres. L'isolement d'une seule, seroit funeste à toutes. La séparation individuelle de chaque société seroit un malheur pour l'humanité entière; les lumières, l'industrie et les arts seroient bannis de la terre, et cet état du monde bientôt changé en une vaste solitude, seroit l'avant-coureur des infortunes et de la barbarie.

La nature de l'homme et des choses a donc créé des communications entre les peuples; mais si la forme des

gouvernemens a varié jusqu'ici les communications, si elles ont reposé sur des bases injustes ; si des droits sacrés ont été oubliés ou méprisés, un peuple républicain ne peut les méconnoître ; il doit les venger de l'oubli, les consacrer d'une manière solemnelle. Un des premiers principes, celui que nous avons rappelé, est l'inviolabilité de son territoire, la propriété de ses lois ; un de ses droits les plus précieux est de fixer la nature de ses liaisons politiques avec les peuples étrangers ; un de ses devoirs est d'en régler tellement l'exercice qu'il ne puisse porter atteinte ni à ses lois, ni à sa sûreté, ni à son indépendance.

Les traités sont le fondement et la première règle des liaisons sociales des peuples entre eux : dirigés par des cœurs purs, ils peuvent faire le bonheur du monde. Une despotique ambition les a rendus la source de toutes les grandes infortunes. C'est dans ces actes publics que la volonté des peuples est solemnellement consignée ; c'est dans ces actes que le républicain ne doit jamais jurer que la paix des nations. Obligé de remplir avec sainteté ses engagemens, jamais il ne doit vouloir et signer que la justice. Mais il est des caractères sacrés auxquels on doit reconnoître ses transactions d'avec celles des autres gouvernemens ; que les familles des rois s'allient, que leur inquiète ambition, que leur ombrageuse puissance aille chercher des garanties dans les traités ; que dans une transaction secrète, une maison prépare l'abaissement ou la ruine d'une autre maison ; que le despotisme aille dans les cours étaler le faste et l'orgueil des ambassades ; qu'un ministre perfide mette sa gloire à en tromper un autre ; que le premier caprice rompe tout-à-coup, fasse écrouler l'échafaudage et le mensonge de vingt traités.

Un peuple républicain ne doit voir son indépendance que dans sa force, sa puissance que dans sa souveraineté ; elles ne doivent point être le jouet des traités, de la parole des rois et du consentement d'aucun peuple ; sa liberté ne seroit point entière, si sa garantie ne reposoit pas toute entière dans lui-même : ce n'est point un traité, c'est le peuple seul qui doit être le rempart de la liberté du peuple.

Ses alliances : On l'a déja dit à la tribune de la Convention nationale, doivent être dans la défense réciproque, dans l'amitié des peuples, dans les bienfaits du commerce, et non dans la vanité des dynasties et l'orgueil des cours.

Sa ligue : Il est armé par la nature contre tout tyran qui veut opprimer ou envahir.

Sa confédération : Avec tous les peuples amis de la liberté.

Ses rivalités : La gloire d'aimer la liberté plus qu'aucun peuple du monde.

Sa monarchie universelle : La liberté des mers; les mers ne doivent avoir d'autre maître que l'industrie.

Sa balance politique : D'être l'égal et le frère de tous les peuples.

Ses projets d'agrandissement et de conquêtes : De respecter le territoire, les lois et le sang des peuples.

Ses affaires étrangères : De répandre par-tout les bienfaits de son industrie, de ses arts et les productions de son territoire.

Son territoire : Il est ouvert aux arts et aux hommes persécutés.

Ses traités : Ils doivent être faits par le peuple et non par quelques courtisans; ils doivent être publics; le secret n'appartient qu'au crime et au cœur des tyrans.

Sa diplomatie : La franchise, la justice et l'égalité.

Ses ministres : Des citoyens modestes qui aillent porter la paix aux nations libres, et à la cour des rois l'irréfragable volonté de vingt-cinq millions d'hommes, si les rois attentent à sa liberté.

Ses moyens de conserver son indépendance et de repousser les injures nationales : Son respect pour la foi publique des traités, la justice de sa cause et la force de ses armes.

Telle doit être la politique d'un peuple républicain, et les principes sur lesquels elle doit être fondée (3); jusqu'ici le monde n'a offert qu'un morne spectacle de nations vivant isolées, ou n'ayant, pour ainsi dire, entre elles d'autre communication que la guerre, toujours

reportées, après quelques années de trêve, dans un état d'hostilité, se craignant, regardant sans cesse autour d'elles avec défiance; après s'être dévorées sur un continent, portant leur fureur au-delà des mers, enflammant le monde entier de leurs haines, se précipitant mutuellement dans les combats, souvent ne connoissant de terme à leurs différends que la ruine et la destruction, périssant même par leurs succès.

Quelquefois fatiguées de leurs passions ambitieuses, cherchant quelques momens de repos dans des transactions passagères, et trouvant toujours des germes de guerre dans les actes mêmes qu'elles avoient faits pour assurer leur tranquillité, sans cesse punies de la violation ou de l'ignorance des principes, par des agitations et des déchiremens.

Il faut enfin un terme à tant d'infortunes; ce terme arrivera quand la diplomatie ne sera plus une science et un code, mais un sentiment; quand la politique ne sera plus, l'art du mensonge et du crime entre les mains de quelques hommes, mais une justice universelle; quand l'une et l'autre embrasseront dans leurs saintes maximes, et les lois de la nature et l'amour du genre humain.

Heureux le peuple français, si, après avoir donné au monde le modèle d'une constitution où les droits de l'homme et du citoyen sont établis, il offroit encore aux nations le modèle d'une politique où les droits et la liberté de chaque peuple fût respectée; où le langage seul de la franchise et de la liberté parlât dans les transactions; d'une politique qui éteignit dans le cœur des chefs toute idée, tout sentiment d'ambition, d'agrandissement et de conquête; dans le cœur des peuples, toutes les haines nationales; d'une politique qui ne se fît pas un jeu de ses sermens, une habitude de la violation des traités, qui, en respectant les limites que la nature a posées, les lois que la volonté de chaque peuple s'est données, les transactions que la foi publique a rendues sacrées, ne reconnût d'autre communication que celle de la bienveillance, de la générosité et des bienfaits. Ah! croyons que la nature humaine

peut atteindre ce sentiment sublime, qu'il ne faut pas tant d'effort pour arriver à la vertu.

Mais si le délire de l'ambition, si la soif du pouvoir, rendoient les gouvernemens, et les peuples qu'ils conduisent, incapables des vertus politiques dont nous venons de tracer le tableau, qu'ils voient le mépris des siècles s'élever sur leur tête, et qu'ils frémissent au jugement inexorable de l'opinion de la postérité; qu'ils sachent que le temps qui engloutit tout, ne veut pas que le crime meure, et l'arrête sur le bord du tombeau, pour le juger; qu'ils apprennent que la justice a fait de l'opinion un supplice pour le crime, une récompense pour la vertu. La puissance d'un peuple, ses triomphes, s'il ne fut pas vertueux, ne peuvent l'absoudre de l'inflexible tribunal placé par elle au-dessus des nations qui figurent sur le globe. Les juges de ce tribunal sont tous les hommes vertueux que la nature fait naître de temps en temps pour le bonheur de l'espèce humaine; c'est la conscience et la voix du genre humain, seuls juges infaillibles sur la terre: les Carthaginois ne sont plus; mais l'opinion qui flétrit le parjure, a gravé sur la tombe de ce peuple un déshonneur immortel.

Il est des vérités qu'il faut faire entendre encore à tous les gouvernemens. Les temps d'une honteuse ignorance sont passés, les droits des peuples sont proclamés, les idées souveraines d'une éternelle justice ont déjà parcouru la terre. Ce n'est plus le fer à la main, que les chefs des nations doivent espérer long-temps de gouverner les hommes; il faut que la raison, des lois justes parlent à leur obéissance. La force, sans la justice, ne peut désormais être obéie; ce ne sera pas toujours dans les mystères des cabinets des rois que quelques courtisans prononceront sur les destinées de trente nations; que les agens de quelques despotes pourront discuter seuls entre eux et disposer à leur gré des intérêts du genre humain. Assez long-temps l'ambition ou la vengeance des rois ont abusé du droit terrible de la guerre; le sang des peuples ne doit plus couler que pour la cause seule de la liberté: c'est la main de la

liberté seule qui doit signer les traités, où les droits et le bonheur des peuples furent tant de fois oubliés et sacrifiés. Qu'est-ce qu'un traité où l'intérêt d'une maison, où le nom d'un roi est gravé vingt fois à chaque page, où le nom sacré du peuple n'est jamais prononcé? Une vingtaine d'hommes doivent-ils toujours être tout dans l'univers, et le reste compté pour rien?

Oui, la diplomatie, comme l'histoire, a flatté les tyrans; les rédacteurs des traités, comme les historiens, ont été les vils instrumens du pouvoir; et au milieu de mille lâhes écrivains qui ont consacré l'esclavage, l'espace de plusieurs siècles n'offre pas un écrivain courageux qui ait osé discuter les droits des peuples.

La diplomatie, vendue au despotisme, n'a osé révéler ses crimes; elle les a consacrés. Un lâche silence a trahi la vérité sacrée. La flatterie seule a eu l'audace. Les forfaits enhardis n'ont plus redouté la conscience du genre humain opprimé, et le droit de vie et de mort sur les nations a été laissé à la disposition des tyrans. Politique des cours, voilà les crimes dont la philosophie t'accuse.

Mais un jour consolant pour l'humanité, un jour viendra sans doute où les peuples, tour-à-tour, se réveillant de la longue torpeur de la servitude, et se ressaisissant de leurs droits, briseront tous les instrumens qu'inventa la tyrannie pour les tenir dans les fers: ce jour où les hommes ne voudront plus que la liberté, la justice et le bonheur, sera le dernier de cette politique des gouvernemens despotiques, qui faisant des nations des sociétés esclaves ennemies les unes des autres, étoit un obstacle invincible à leur rapprochement et à leur union.

Oui la révolution, l'ouvrage du génie et du courage d'un grand peuple, doit amener nécessairement l'époque heureuse où une confraternité universelle, fondée sur des lois justes, sur une morale commune, unira les nations; alors peut-être on verra descendre parmi les peuples de l'Europe, et se réaliser ce projet sublime qui fut jadis le rêve d'un homme de bien, qui n'a existé jusqu'à nos jours que dans le tableau des âges fortunés,

et que la fourbe politique d'un sourire impie, a rejeté jusqu'ici comme impossible, et relégué parmi les chimères.

NOTES.

(1) Si on approfondissoit tous les maux de la politique, si on balançoit ici son influence, on la verroit encore, après avoir corrompu le génie des gouvernemens, usurper la place de la justice et des vertus morales, qui doivent les conduire : on la verroit, après avoir amené des révolutions toujours fatales à la liberté, descendre bientôt dans les mœurs publiques, les corrompre et les détruire, placer entre les hommes et dans les affaires une dissimulation profonde, créer cet art perfide de parjurer sa conscience, de faire mentir les sentimens du cœur, et de faire un jeu de ce qu'il y a de plus sacré sur la terre, de la foi des hommes : de-là plus de liaisons intimes et pures dans la société, plus de franchise, plus de confiance dans les mœurs, plus de sûreté dans les paroles. L'art trompeur de la politique est celui des monarchies, parce qu'il marche toujours avec l'esclavage, parce qu'il apprend aux fourbes à enchaîner la probité franche, à se jouer des vertus des ames simples, parce qu'il fait une société composée de brigands et de victimes. L'expérience des derniers temps a assez confirmé cette vérité, sans l'appuyer de nouvelles observations.

(2) Si la plus sainte des causes avoit besoin jamais d'être justifiée, si toute une nation qui s'est levée pour la défendre n'étoit pas un signe éclatant de sa justice, voici le langage que nous pourrions tenir à nos ennemis, en face du monde et de la postérité qui nous jugera :

Oui.... nous avons conquis notre liberté ; nous voulons la défendre au prix de tout le sang qui nous reste ; vous qui ne pouvez la suporter, cette liberté qui nous est chère, qui voulez la détruire, ouvrez notre histoire, et lisez nos malheurs. Le monde a retenti du bruit des maux que le despotisme a fait endurer à nos peres ; notre cœur même, au milieu des jours de la liberté, en conserve encore la douloureuse empreinte. Vos écrivains,

ceux de tous les peuples, ont retracé par-tout ces infortunes, cet opprobre de plusieurs siècles dont notre courage nous a affranchis. Vous le savez, sortant tout-à-coup du plus odieux esclavage, nous avons renversé ces bastilles où le despotisme nous précipitoit vivans ; nous avons acheté par tous les sacrifices, par notre sang, cette liberté que la nature a donnée aux hommes de toutes les contrées, mais que la force nous avoit ravie : nous sommes libres ; nous voulons l'être.

Si l'expérience et la philosophie, éclairant enfin les maux de votre gouvernement et les vices de vos lois, vous indiquoient les moyens de réparer vos malheurs ; si votre courage, tentant le sublime ouvrage de votre régénération, avoit pu réussir dans une si belle entreprise ; si votre justice, s'élevant enfin au-dessus du stérile bonheur de l'ambition, abjurant les crimes d'une politique injuste, rendoit aux peuples de vos contrées ces droits que la société a garanti à tous les hommes réunis ; mais que le despotisme, la superstition et les préjugés ont enlevé à vingt générations dès leur berceau, de quel droit, nous, au lieu d'envier, de rechercher votre bonheur, de respecter votre régénération ; de quel droit, violant toute foi publique, armant nos conseils d'une politique sanguinaire, et jurant la destruction de vos lois devenues la propriété de toutes les nations, parce qu'elles sont l'expression de la nature ; de quel droit irions-nous lever des armées contre vous, porter le fer dans vos cités, soudoyer l'infâme trahison dans vos foyers, ravager votre territoire, désoler vos malheureux habitans, et acharner sur vous les ennemis de votre liberté ? de quel droit, après avoir rougi une terre libre de tout le sang d'une guerre civile, irrité le fanatisme, voudrions-nous encore y ranimer le spectre affreux du despotisme ? Ah ! sans doute il ne régneroit que sur des ruines : mais qui seroit responsable de tout le sang versé pour lui donner la vie, si ce n'est les hommes féroces qui seroient venus souiller les premiers, par des meurtres, le territoire d'un peuple libre ?

Si nous pouvions nous déshonorer par de tels forfaits ; si tant de crimes trouvoient des apologistes dans l'Europe, quel peuple barbare, dans quelque contrée qu'il habite, ne pourroit pas se vanter d'être plus humain, plus généreux que nous ? Eh bien ! cette politique qui vous paroît horrible, qui viole la foi sacrée des peuples, qui anéantit tous les pactes de paix formés entre les nations, cette politique est la vôtre envers nous.

Ah ! s'il est quelque chose de touchant et de sacré sur la terre, s'il est un peuple dont on doive respecter les droits, c'est celui sans doute qui, long-temps opprimé sous un régime funeste, travaille à sa régénération et à adoucir ses destinées. Nous vous le répétons, nous sommes libres ; nous voulons l'être ; mais si, au

mépris de la foi publique, au mépris des lois les plus solemnelles qui unissent les nations, vous vous obstinez à détruire la liberté de notre patrie, nous vous jurons, en face des nations, et du ciel témoin de la justice de notre cause, une vengeance terrible, et nous ne poserons les armes, nos efforts pour défendre notre liberté contre le fer des tyrans ne cesseront que lorsque la liberté sera triomphante, ou que, rendant aux dieux une ame libre, nous n'aurons plus de sang à répandre.

C'est par ce langage énergique et vrai que nos ennemis seront confondus aux yeux de la postérité, aussi juste que reconnoissante : c'est ainsi que tout peuple libre doit répondre à tout ennemi qui veut opprimer sa liberté.

(3) Les tyrans accusent la révolution française pour détourner l'attention des peuples de leurs crimes. Rétablir devant eux les bases et les maximes sacrées de la politique d'un peuple républicain, c'est réfuter leurs calomnies et confondre la lâche audace de leurs manifestes. Tandis que le succès de nos armes leur prouve la justice de notre cause, il faut leur prouver aussi la justice de notre morale : il faut leur prouver que les violateurs du droit des gens ne sont pas ceux qui veulent établir la liberté dans leur pays, mais ceux qui s'arment pour renverser la liberté des peuples et envahir leur territoire. Il faut que l'âge présent les accuse, comme les accusera la postérité.

En posant les vrais principes qui doivent diriger un peuple républicain dans ses relations nécessaires avec les autres nations, nous n'avons pas entendu tracer un plan actuel de politique avec les féroces ennemis qui nous font la guerre ; le canon et la victoire, voilà quelle doit être pour le présent notre manière de diplomatiser avec eux ; telle est la politique qui convient à tout peuple en insurrection contre les tyrans. Tandis qu'une infâme coalition intrigue, remue, menace, corrompt du fond des cours pour opprimer la liberté, notre intérêt, notre devoir est d'appeler à sa défense tout ce qu'il y a d'amis de la liberté d'une extrémité de la terre à l'autre, de faire retentir par-tout le bruit des chaînes dont la coalition menace même l'indépendance de tous les gouvernemens. Démasquer le crime, détruire les efforts secrets de la diplomatie perfide de nos ennemis par les contre-forces d'une politique vigoureuse ; dénoncer l'oppression et le brigandage exercés également par les puissances coalisées, et sur ceux qu'elles ont forcés de monter avec elles sur le théâtre de la guerre, et sur ceux que la justice a empêché d'entrer dans leur querelle impie, et sur ceux dont ils ont violé, dont ils devoient respecter le paisible territoire : voilà la conduite que prescrit aux fondateurs d'une grande république la sûreté

de toutes les nations. La destruction du commerce des mers, la ruine de l'industrie et de la prospérité de l'Europe, les usurpations, les projets d'agrandissement des usurpateurs, la violation ouverte du droit des gens, le despotisme, un sceptre de fer à la main, marchant audacieusement à grands pas, et traînant par-tout après lui l'esclavage; voilà le tableau qu'il faut présenter à tous les peuples, pour leur inspirer l'horreur des tyrans ligués contre la liberté de l'Europe; voilà le danger imminent dont nous devons avertir les gouvernemens qui ont gardé jusqu'ici une sécurité dangereuse.

Voilà la seule diplomatie que nous prescrivent les circonstances. Quand la victoire et la défaite de nos ennemis auront fixé le sol mobile des événemens politiques, c'est alors qu'il nous sera permis de tracer les grands intérêts de la nation, d'asseoir nos limites, et d'organiser, d'après les maximes politiques qui conviennent à une grande république, nos divers rapports commerciaux avec les autres peuples et leurs gouvernemens.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.
Vendémiaire, l'an III.